

L'ABSENCE D'OCCASION POUR DÉBATTRE
LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, maints députés et les Canadiens en général sont surpris de constater qu'il n'y a pas eu de débats sur les affaires extérieures. Ces dernières semaines et même ces derniers mois, on a posé des questions au gouvernement, notamment au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et parfois au premier ministre afin d'obtenir qu'un jour au moins, et deux de préférence, soient consacrés à l'étude des affaires extérieures. Si je me souviens bien, chaque fois qu'on a posé ces questions, le gouvernement nous a fourni l'assurance qu'un débat sur les affaires extérieures aurait lieu. On nous a sans cesse répondu: «bientôt», «en temps utile» et ainsi de suite. Cette situation se prolonge depuis des semaines.

Plusieurs événements survenus dans le monde récemment ont inquiété les Canadiens, et les réponses du gouvernement aux questions posées à l'appel de l'ordre du jour ou aux conférences de presse ne nous ont pas suffisamment éclairés au sujet de la politique du gouvernement à cet égard. En fait, les réponses fournies à la Chambre à propos des affaires internationales et aux conférences de presse ont été évasives, pour ne pas dire plus, et n'ont pas donné aux Canadiens ni aux députés un aperçu exact de la situation internationale.

Je voudrais saisir cette occasion pour demander au premier ministre de chercher à s'entendre avec le leader de la Chambre et les membres de son gouvernement pour fixer un jour, ou de préférence deux jours complets, afin de tenir un débat sur les affaires étrangères. Je regrette de soulever la question à la Chambre en l'absence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui, comme nous le savons tous, assiste à la réunion du printemps des ministres de l'OTAN à Paris. Comme c'est la première occasion qui m'est offerte de soulever la question, j'ai cru bon de le faire dès maintenant.

Les questions en matière d'affaires étrangères qui préoccupent vivement les Canadiens sont, plus particulièrement, le Vietnam et, en général, l'ensemble de la situation dans le Sud-Est asiatique. Il faut ajouter que tout dernièrement une situation particulièrement explosive a pris naissance tout près de nous dans les Antilles, je veux parler des incidents survenus en République dominicaine. La question générale des rapports entre le gouvernement fédéral du Canada et la République

française captive l'intérêt public depuis quelque temps et elle s'est dégradée de nouveau il y a quelques jours. Je reviendrai plus longuement là-dessus dans quelques instants.

Mais ce qui préoccupe le plus la population canadienne, monsieur l'Orateur, ce sont nos rapports avec le gouvernement des États-Unis, notre plus proche voisin et sans doute notre meilleur ami—du moins la plupart d'entre nous considérons ce pays comme tel. Qu'il me soit permis de répéter qu'il ne nous a pas encore été donné de débattre cette question. Il est vrai que nous aurions pu le faire au cours du débat sur le discours du trône. Toutefois, il n'est pas d'usage de soulever une question aussi importante au cours de ce débat. Je demande de nouveau au premier ministre de consulter les membres de son gouvernement et de prévoir un débat de deux jours sur ce sujet aussitôt que possible.

Il serait très utile au gouvernement, entre autres, d'obtenir les vues de tous les députés des divers partis d'opposition. Il apprendrait ainsi ce que le public dans l'ensemble pense de ses politiques, ou de son absence de politiques dans certains cas, à l'égard des affaires étrangères, et surtout vis-à-vis des cas dont j'ai parlé. Je ne puis m'empêcher de penser que le gouvernement y gagnerait à recevoir le conseil des députés des divers partis et qu'il pourrait lui être utile, dans bien des cas, d'avoir dans ses politiques l'appui des groupes d'opposition. J'estime que cet appui serait vraiment très utile.

Quelqu'un a dit, peut-être pour plaisanter, du moins j'ose le croire, que si le débat sur les affaires étrangères a été retardé, c'est parce que le gouvernement fédéral et celui de Québec ne sont pas parvenus à s'entendre pour savoir quel gouvernement allait diriger les affaires étrangères de notre pays. Peut-être est-ce la véritable raison! Je l'ignore. De toute façon, je prie le premier ministre d'examiner cette question.

Le premier centre de conflit dont j'ai parlé et qui préoccupe vivement le public, c'est le Vietnam. Si le secrétaire d'État aux Affaires extérieures rentrait au pays d'ici quelques jours, la Chambre aimerait qu'il fasse une déclaration complète et réfléchie sur les événements actuels au Vietnam. Nous entendons et nous lisons dans les journaux toutes sortes d'histoires au sujet de l'utilisation de gaz toxiques et ainsi de suite. A mon avis, les députés ont droit de savoir exactement ce qui se passe.